www.alternatifs.org

Au Venezuela, la lutte pour l'émancipation doit se poursuivre !

Le président vénézuélien Hugo Chávez, décédé le 5 mars, aura incontestablement marqué l'histoire de son pays et de « l'Amérique indo-afro-latine ». Elu en décembre 1998, à l'issue d'une longue et profonde crise politique du régime de la « démocratie pétrolière » -qui avait éclatée lors du *Caracazo* (émeutes populaires durement réprimées en 1989 : 3 000 morts)- il est alors perçu comme l'homme providentiel, à défaut d'être le produit d'une accumulation de forces des mouvements sociaux, comme ce fut le cas au Brésil, en Bolivie ou en Uruguay. Il nouera une relation particulière avec le peuple en respectant ses engagements électoraux et en développant des programmes sociaux, en rupture avec la politique de classe de ses prédécesseurs, qui excluait socialement 80 % de la population. Confronté à un empire médiatique très hostile (Cisneros), disposant de relais internationaux importants, il sera l'objet de tentatives de déstabilisation permanentes. Au cours de toutes ces années, la couverture médiatique en France se sera nourrie de nombreuses approximations, interprétations et contre-vérités.

En avril 2002, après une dizaine de lock-out (dont le dernier dure 64 jours) pour bloquer l'économie nationale, il est victime d'un coup d'Etat organisé par une partie de l'opposition et de l'oligarchie avec l'assentiment des Etats-Unis d'Amérique et de certains pays européens (le gouvernement espagnol d'Aznar s'empresse d'ailleurs de reconnaître le pouvoir putschiste), il trouve son salut grâce à la mobilisation populaire. Dès lors, il accélère les réformes sociales et crée les *Misiones sociales*, en s'appuyant sur la participation populaire pour contourner la bureaucratie -héritée du régime antérieur- et développer les programmes : agraire, d'alimentation, d'éducation, d'économie solidaire, de logement, de santé, etc.

En août 2004, il se soumet à un référendum révocatoire -comme le prévoit la nouvelle constitution adoptée en 1999- il est conforté dans son action et il en sort largement vainqueur. Il est réélu en décembre 2006 avec 63 % des voix. Quelques mois plus tôt, il avait renforcé le pouvoir populaire avec la création des conseils communaux, instances de décision inédites, et lancé un programme de développement des coopératives.

En 2007, il fait inscrire la référence au socialisme dans la Constitution et en réponse aux institutions internationales, il annonce la création de la Banque du Sud. En décembre de la même année, il perd de justesse le référendum sur la révision de la constitution bolivarienne. Certains articles, dont la possibilité de se représenter à l'élection présidentielle, sont néanmoins réintroduits et adoptés lors d'une nouvelle

consultation en novembre 2008, ce qui entraîne une levée de boucliers de l'opposition et à l'étranger. La même année, en mars, la création mal négociée du Parti socialiste unifié du Venezuela (PSUV) provoque une rupture avec certains de ses partenaires et plusieurs de ses soutiens historiques.

Alors que l'approfondissement du processus a été réel entre 2003 et 2007, celui-ci s'est ensuite enlisé -paradoxalement avec la référence au socialisme du XXIe siècle, qui reste une notion non définie- dans les méandres de la bureaucratie et de la corruption, caractérisées par la boli-bourgeoisie (Bourgeoisie bolivarienne). Chávez parvient cependant à conserver un soutien populaire important, mais les nouvelles nationalisations entreprises en 2009 ne permettent pas de résoudre les difficultés structurelles et la cogestion et le contrôle ouvrier se heurtent à des intérêts antagonistes.

En octobre 2012, malade, il est réélu au premier tour à la tête de l'Etat avec 55 % des Voix. Avec les élections régionales de décembre 2012, il aura remporté 14 consultations sur 15 depuis 1998.

Au cours des 14 années de pouvoir, Hugo Chávez s'est affirmé comme un grand réformateur, il n'a eu de cesse d'agir pour une plus grande justice sociale dans son pays et pour l'accès aux droits essentiels pour l'ensemble de la population vénézuélienne. S'inspirant de Simón Bolivar et en rupture avec la doctrine Monroe, il a été un artisan de la construction de l'unité latino-américaine au travers de la création de l'UNASUR (Union des Etats Sud-Américains) et de la CELAC (Communauté des Etats Latino-Américains et Caribéens). Avec l'ALBA (Alliance Bolivarienne des peuples de notre Amérique), il a conduit le pays vers une plus grande solidarité et un nouveau modèle de coopération entre les nations. Pour autant, ces avancées ne doivent pas faire oublier que le Venezuela et les autres pays du sous-continent, demeurent la « chasse gardée » des intérêts états-uniens comme le Honduras (2009) et le Paraguay (2012) ont pu le vérifier à leurs dépens ces dernières années.
Par ailleurs, l'engagement anti-impérialiste de Chávez et sa politique extérieure multilatérale n'ont pas été exempts de dérapages verbaux controversés et de soutiens inconditionnels à certains en faveur de dirigeants plus que contestables et il a été, d'une manière générale, beaucoup moins inspiré dans ses soutiens dans les autres régions du monde, comme le démontrent ses prises de position lors des révolutions arabes.

S'appuyant sur d'immenses ressources pétrolières et défenseur de l'extractivisme, il n'est pas parvenu à développer l'appareil productif malgré des investissements importants (Plan Guyana) et le pays continue à importer une grande partie de son alimentation. La réforme agraire qui a permis la création de coopératives d'agriculteurs, l'interdiction des OGM, la mise en place de banque de semences, l'interdiction de la pêche industrielle et du nucléaire, le développement des médias communautaires face à un quasi-monopole privé de la presse, la loi du travail d'avril 2012 qui attribue des droits importants aux travailleurs, la mise en place d'instances de décision populaire et les programmes sociaux resteront quelques-unes des mesures emblématiques, atténuant les problèmes structurels d'un pays de la périphérie, qui malgré une baisse significative de la pauvreté (de 49 % en 1998 à 26,4 % en 2010 – sources CEPAL), une évolution positive du coefficient GINI de 0,46

à 0,39 (Sources PNUD) et du PIB par habitant de 4 100 à 10 810 dollars reste d'une extrême inégalité sociale.

Dans une démarche totalement empirique, le pouvoir bolivarien aura innové dans bien des domaines et particulièrement dans l'expression d'un pouvoir populaire, qui se traduira par l'émergence d'une réelle base sociale. Pour les Alternatifs, l'existence et le développement de ce pouvoir populaire, inséparables de l'autogestion, sont un élément décisif, malgré ses limites, dans l'appréciation positive que nous faisons du bilan du « chavisme ».

Néanmoins et malgré la mise en place de formes inédites de participation populaire, qui ont contribué à l'inclusion sociale et civique et qui aurait pu atténuer son pouvoir personnel, il n'a pas su échapper à la personnalisation, au-delà de celle inhérente au régime présidentiel. Il revient à présent au peuple vénézuélien de poursuivre la lutte émancipatrice engagée, pour consolider et renforcer les conquêtes démocratiques et sociales et affronter l'oligarchie et « l'Empire » pour entreprendre les réformes structurelles permettant de réduire la dépendance au pétrole dans une démarche plus écologique.

Les Alternatifs saluent la mémoire de Chávez, dont le nom restera associé au coup d'envoi du processus démocratique et des changements politiques dans une grande partie de « l'Amérique indo-afro-latine ».

Commission internationale des Alternatifs
Le 10 mars 2013

***Les Alternatifs*, 40 rue de Malte 75011 PARIS**
Tél : 01 43 5744 80 / Fax : 01 43 57 64 50 contact@alternatifs.org